

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/35/311

S/14035

30 juin 1980

ORIGINAL : FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-cinquième session

Point 22 de la liste préliminaire*

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-cinquième année

Lettre datée du 27 juin 1980, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Orga-
nisation des Nations Unies

A la requête de S. Exc. M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea sur les relations Kampuchea-Thaïlande et vous prie de bien vouloir faire circuler cette lettre, ainsi que cette déclaration, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 22 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
République socialiste du
Viet Nam auprès de
l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

π A/35/50.

20-16058

/...

D E C L A R A T I O N
du Ministère des Affaires étrangères de la République
Populaire du Kampuchea sur les relations Kampuchea-Thaïlande

Au cours des derniers jours, les autorités thaïlandaises et la presse thaïlandaise et occidentale ont grossièrement déformé les événements qui se sont déroulés sur la zone de frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande. Le Ministère des Affaires étrangères pense qu'il est nécessaire d'éclaircir l'opinion publique sur la réalité de ces événements.

1. Dès la fondation de la République Populaire du Kampuchea, le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea a rendu publique sa politique étrangère de paix, d'amitié et de coopération avec tous les pays sans discrimination de régime politique. Le point 10 du Programme Politique du Front d'Union Nationale pour le Salut du Kampuchea a bien défini: "résoudre les désaccords avec les pays voisins par voie de négociations pacifiques sur la base du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays... rétablir les relations d'amitié, de coopération et de bon voisinage avec les pays du Sud-est Asiatique, apportant ainsi une contribution à l'édification du Sud-est Asiatique pacifique, indépendant, libre, neutre, stable et prospère."

Fidèle à cette politique étrangère, le Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea, a, à plusieurs reprises, proposé de prendre des contacts avec la Thaïlande, pays voisin qui partage une longue frontière avec le Kampuchea, en vue de résoudre les problèmes qui intéressent les deux pays, dont celui des réfugiés kampuchéens en territoire thaïlandais. Récemment encore, le 6 et le 13 juin, le Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire du Kampuchea a de nouveau exprimé son désir de discuter avec la Thaïlande pour résoudre la situation tendue dans

la région frontalière et d'autres problèmes qui intéressent les deux pays. De même, la Croix Rouge du Kampuchea, à plusieurs reprises, écrit à la Croix Rouge de la Thaïlande proposant une rencontre entre les deux organisations soit à Phnom Penh, soit à Bangkok ou à un endroit dans la zone frontalière en vue de résoudre le rapatriement des réfugiés kampuchéens en Thaïlande.

Le côté kampuchéen n'a pas posé la question de la reconnaissance de la République Populaire du Kampuchea par la Thaïlande comme condition pour ces contacts. Il est regrettable que ces propositions raisonnables de la part du Conseil Populaire Révolutionnaire du Kampuchea aient été rejetées par la Thaïlande.

2. Pendant ce temps, quoi qu'elles ne cessent de parler de neutralité, les autorités thaïlandaises, en collusion étroite avec les expansionnistes de Pékin, les impérialistes américains et les autres forces réactionnaires internationales, ont permis l'utilisation du territoire thaïlandais comme lieu d'hébergement, d'entraînement et de rééquipement des débris de Pol Pot et d'autres réactionnaires, ont laissé Pékin transporter en Thaïlande des armes et équipements destinés aux autres réactionnaires, et ont permis à tous ces derniers d'utiliser le territoire thaïlandais comme point de départ pour leurs opérations de massacre et de sabotage contre la vie paisible et la reconstruction pacifique du peuple kampuchéen.

Les autorités thaïlandaises ont utilisé l'aide "humanitaire" pour inciter la population kampuchéenne vivant le long de la frontière à passer en Thaïlande, visant ainsi à créer un Etat d'instabilité au Kampuchea et à utiliser ces derniers comme source de réserve pour les divers groupes armés de Pol Pot et d'autres Khmers réactionnaires.

Récemment, prêtant la main aux expansionnistes pékinois et aux réactionnaires pour mettre en exécution la soi-disant "campagne de la Saison des pluies", les autorités thaïlandaises ont utilisé le soi-disant "rapatriement volontaire" pour camoufler leur manœuvre visant à faire repasser au Kampuchea des milliers d'hommes résultant des débris de l'armée de Pol Pot - Ieng Sary et de Sereika nouvellement entraînés et équipés.

Ce qui est impudent encore, les armées thaïlandaises n'ont cessé de se livrer à des vols de reconnaissance par leurs avions en territoire kampucheen et ont bombardé et tiré sur la population kampucheenne. Des mortiers et des pièces d'artillerie ont, à plusieurs reprises tiré à partir du territoire thaïlandais sur des régions peuplées du Kampuchea, tandis que des bateaux thaïlandais transportaient des armes, équipements et même des commandos réactionnaires les déposant sur les côtes du Kampuchea.

Il est ainsi clair que les autorités thaïlandaises ont d'une manière continue et systématique violé la souveraineté du Kampuchea. Leurs agissements en collusion avec Pékin et les américains sont l'origine de l'état de tension permanente sur la frontière entre les deux pays, menaçant directement et dangereusement la sécurité du Kampuchea, sabotant la paix et la stabilité dans le Sud-est Asiatique.

Défendre la souveraineté nationale et la vie paisible de son peuple est le droit d'auto-défense sacré et légitime de chaque pays. Les forces armées révolutionnaires du Kampuchea ont le droit et le devoir de répondre aux attaques des groupes armés réactionnaires et les exterminer. La République Populaire du Kampuchea respecte toujours la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Thaïlande mais elle n'autorise personne à fouler aux pieds sa souveraineté, violer son territoire, et s'ingérer dans ses affaires intérieures.

Le Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire du Kampuchea rejette énergiquement les déclarations tendancieuses émises par la Thaïlande. Encore une fois, le Ministère des Affaires étrangères de la République Populaire du Kampuchea demande aux autorités thaïlandaises de mettre fin immédiatement à leurs aventures criminelles à l'encontre de la République Populaire du Kampuchea, et de répondre positivement aux propositions empreintes de bonne volonté de la part de la République Populaire du Kampuchea, d'entamer avec celle-ci des négociations afin de résoudre les problèmes d'intérêts communs des deux pays voisins, édifier une frontière de paix et d'amitié, conforme aux belles traditions dans les relations entre les deux peuples.